

Déclaration du SNUipp lors de la CAPD du 1^{er} juillet 2008

Depuis notre déclaration en CAPD du 30 mai dernier où nous attirions votre attention sur les nouveaux programmes et les 2 heures, de nombreuses mobilisations ont eu lieu dans les écoles de notre département.

Suite à la demande institutionnelle, des réunions d'information ont été proposées aux parents qui ne se contentaient pas du message ministériel relayé par les médias. Ils sont donc venus nombreux et ont exprimé très largement leur mécontentement concernant à la fois les nouveaux programmes et la disparition de 13 jours d'école : ils comprennent les orientations choisies et s'y opposent. Le recul de l'offre d'éducation est clairement ressenti. Comment expliquer, en effet, aux parents que le livre de mathématiques qui servait de support d'apprentissage devra être maîtrisé **avec 3 semaines d'école en moins**, tout cela sous couvert d'aide aux enfants en difficulté ?

Et contrairement à ce qui a pu être exprimé ici, ce ne sont pas 3 semaines de vacances en plus que les enseignants vont vivre mais 33 semaines de difficultés supplémentaires. Devons-nous rappeler que les enseignants ne sont pas des « tire-au-flanc » et qu'ils sont quotidiennement préoccupés par la recherche d'approches pédagogiques variées permettant l'aide aux enfants en difficulté ?

Ces inquiétudes sont, bien sûr, partagées par les enseignants spécialisés du RASED. C'est à ce titre que celui de Challans a tenté de s'adresser directement à Mr l'I.E.N. lors de la réunion des directeurs sur la mise en place des mesures Darcos.

Sachez que beaucoup d'enseignants rejettent, comme les familles, l'organisation pratique de ce dispositif. N'oublions pas que les collectivités locales n'ont même pas été associées à indispensable réflexion qu'impose cette réorganisation du temps de l'élève, des familles et de l'ensemble de la vie sociale.

Chaque Inspecteur, avec des approches individuelles liées à des convictions personnelles, a demandé aux écoles de définir une organisation de mise en place des deux heures. Certaines écoles répondront parce qu'il faut répondre, trouveront le dispositif qui contentera la demande institutionnelle, « bidouilleront » la pause méridienne pour caler les 30 minutes.... Ces réponses seront-elles suffisantes pour satisfaire les statistiques ?

Pour nous la problématique est bien ailleurs.

1. les programmes s'alourdissent, 3 semaines de classe disparaissent : les équipes enseignantes ne pourront pas tenir le rythme qu'elles s'imposent sur le papier, les élèves, non plus !
2. le temps de concertation, même s'il a progressé, restera insuffisant vue la nouvelle problématique.
3. Des postes sont supprimés
4. Les effectifs restent surchargés
5. L'école maternelle est peu à peu sacrifiée : les moins de 3 ans ne sont pas comptés
6. les remplaçants manquent
7. Les assistants d'éducation disparaissent
8. Le personnel municipal perd des heures (on propose à certains 10% de salaire en moins)

Le SNUipp ne peut se satisfaire de ce dispositif parce qu'au final c'est l'Ecole et ses élèves qui en pâtiront.

Nous demandons le retrait de ces mesures (signés par des organisations syndicales minoritaires) qui ne répondent pas aux vrais besoins de notre Ecole car elles n'obéissent qu'à une logique budgétaire et non à une réelle volonté d'aider les élèves en difficulté. Le projet ministériel n'a aucune légitimité !